

DP

# DOMAINE PUBLIC

**Analyses, commentaires et informations sur l'actualité suisse**

Un point de vue de gauche, réformiste et indépendant

*En continu, avec liens et commentaires, sur [domainepublic.ch](http://domainepublic.ch)*

DP2113

Edition du  
22 février 2016

DANS CE NUMÉRO

---

**Régulation bancaire: le combat d'arrière-garde des banquiers** (Jean-Daniel Delley)

Un peu d'histoire pour resituer la querelle sur les réserves réclamées aux banques

**Politique de sécurité: qualité suisse, opacité fédérale** (Jacques Guyaz)

Le rapport mis en consultation par le Conseil fédéral est bien plus intéressant qu'il n'en a l'air

**«Fairtrade», une trappe qui maintient les pays en développement dans le rôle de fournisseurs de matières premières** (Charlotte Robert)

Les paradoxes d'une action conçue pour favoriser les producteurs du tiers-monde

**De la croissance économique au développement humain** (Jean-Daniel Delley)

Remettre le PIB à sa place pour faire place à une économie de la qualité

# Régulation bancaire: le combat d'arrière-garde des banquiers

Un peu d'histoire pour resituer la querelle sur les réserves réclamées aux banques

Jean-Daniel Delley - 21 février 2016 - URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/28975>

Les banques sont mécontentes. Le projet d'ordonnance réglant les obligations des établissements jugés trop importants pour faire faillite va trop loin.

En réalité ces obligations restent largement insuffisantes pour éviter la répétition de l'effondrement financier de 2008 et une nouvelle intervention de l'Etat. Ueli Maurer, qui déclare vouloir mieux prendre en compte les intérêts de la place financière, résistera-t-il à cette «bronca»?

[Le texte](#) soumis en consultation ne plaît pas aux banques. [Leur association](#), craignant pour la compétitivité de la branche, refuse des prescriptions helvétiques plus sévères que les normes internationales. Des prescriptions qui, affirme-t-elle, vont limiter la croissance des grandes banques et sont contraires à la liberté économique.

L'ordonnance prévoit un minimum de 4,5% pour le ratio de levier - le rapport entre fonds propres et total du bilan - et de 12,9% - rapport entre fonds propres et actifs pondérés en fonction des risques. Pour UBS et Credit Suisse, ces exigences passent respectivement à 5% et 14,3%. Légèrement supérieures au minimum, ces exigences seraient disproportionnées et risqueraient de mettre en

danger la place financière helvétique?

Un retour dans le passé avec l'historien [Robert U. Vogler](#), ancien porte-parole de l'Union de banques suisses, éclaire le débat.

En 1913, les fonds propres des grandes banques représentaient environ 19% de la somme de leur bilan et 22% pour les banques régionales. A la fin du premier conflit mondial, cette quote-part tombait à 14% pour les premières et 18% pour les secondes. En 1988, l'Union de banques suisses, l'établissement le plus fortement capitalisé du pays, disposait d'un ratio de levier de 6%, considéré pour l'époque comme très élevé, plus élevé que la plupart de ses concurrents étrangers, et qui lui valait un triple A de la part des agences de notation.

Cette qualité équivalait à un capital de confiance qui lui permettait de se refinancer à bon compte sur le marché interbancaire. Les affaires marchaient à plein régime. Les actionnaires bénéficiaient de dividendes réguliers. Dans les années 1990, les trois grandes banques d'alors ont pu racheter plusieurs établissements régionaux et cantonaux en difficulté et éviter le pire à la place financière.

Tout change avec la fusion qui donne naissance en 1998 à UBS. La nouvelle direction privilégie le taux de rendement des capitaux propres (*return on equity*) à la qualité de la notation. Pour améliorer ce taux, il faut abaisser les fonds propres qui descendent alors à moins de 3%, ce qui permet de faire flamber la valeur de l'action. Entre 2000 et 2008, UBS rachète pour 26 milliards d'actions, une somme qui aurait été utile au moment de l'effondrement de 2008.

Aujourd'hui, la confiance fait défaut. L'action d'UBS a perdu plus de la moitié de sa valeur en quinze ans, celle de Credit Suisse plus des trois quarts. L'instabilité économique et géopolitique représente un environnement à risque financier élevé. Avec la forte interdépendance des acteurs de la finance et la rapidité des réactions que permet l'informatisation des opérations, seul un ratio de levier important permettra de survivre... et d'éviter que l'Etat ne soit à nouveau mis à contribution.

On s'étonne d'autant plus de la réticence des partis bourgeois à imposer aux banquiers des conditions aptes à sauvegarder la place financière suisse, même si elles freinent l'appât d'un gain rapide.

Ose-t-on espérer que le

nouveau ministre des finances  
ne confonde pas l'intérêt à

court terme des banquiers et la  
pérennité d'un système

bancaire au service de  
l'économie nationale?

## Politique de sécurité: qualité suisse, opacité fédérale

Le rapport mis en consultation par le Conseil fédéral est bien plus intéressant qu'il n'en a l'air

Jacques Guyaz - 17 février 2016 - URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/28952>

Le Conseil fédéral a mis en consultation un nouveau [Rapport sur la politique de sécurité](#).

Qui trop embrasse mal étreint. Le rôle de l'[OSCE](#) que la Suisse a présidé en 2014; la participation de notre armée à la [KFOR](#), seule et unique occasion pour nos militaires professionnels de coopérer sur le terrain avec des armées étrangères; l'impact du réchauffement climatique sur les inondations; la criminalité et les mafias; les migrants; les risques sur l'approvisionnement en énergie: tout figure dans ce rapport, aucune hiérarchie ne se dessine vraiment. Il est même question de la candidature de la Suisse comme membre non permanent du Conseil de sécurité pour 2023-2024.

Tous les poissons sont noyés. Pourtant, dans ce brouet plutôt indigeste, des éléments fort intéressants surnagent ici et là qui auraient mérité à eux seuls un rapport séparé.

Ainsi ce document met fortement l'accent sur l'utilisation des satellites

comme moyens de communication – que la Suisse ne maîtrise pas –, sur les outils de reconnaissance, caméras et capteurs embarqués sur satellites ou avions, sur les armes de haute précision tirées ou non par des drones immédiatement après un recueil d'informations.

Notons des considérations très intéressantes sur les nouvelles barrières en Europe et le développement actuel de l'armée russe, qui correspondent exactement à ce que la guerre en Syrie nous apprend tous les jours: un renforcement très important de l'aviation depuis la présidence Poutine et un certain retard dans les moyens au sol.

Quelle importance pour la Suisse, direz-vous? Nous n'allons pas faire la guerre dans le désert contre Daech.

En fait, ce qui apparaît en filigrane, de manière presque souterraine dans ce rapport, c'est la nécessité de la collaboration dans des domaines où la Suisse ne peut être présente et où le recueil d'informations est essentiel. Dans le cas d'une prise

d'otages dans le Sahel, par exemple, comme nous la subissons en ce moment.

Une telle vision s'oppose frontalement au repli de nos instruments d'informations et donc de défense sur le sol national. Ce n'est sans doute pas un hasard si le rôle de la KFOR est mis en exergue dans le rapport.

Nous avons le sentiment en lisant ce document qu'il est assez éloigné de l'idéologie du parti de nos ministres de la défense successifs. Nous nous sommes d'ailleurs délectés d'une phrase figurant à la page 12: *«L'augmentation des mouvements migratoires ne constitue pas en soi une menace pour la Suisse en termes de sécurité.»* Nous nous réjouissons par avance du résultat de la procédure de consultation et de la demande du maintien ou non de cette assertion.

Le rapport consacre des pages importantes aux risques de cyberattaques et à un point dont on parle peu, celui du développement de capacités de résilience, autrement dit de retour à la situation antérieure

et de redondance en cas de rupture des chaînes d'approvisionnement, surtout dans le domaine énergétique. Notre réseau électrique et son interconnexion avec l'Europe font partie des intérêts vitaux de la Suisse, mais parions que cet aspect du rapport sera peu mis en avant par les parlementaires de l'UDC, parti de Guy Parmelin, le chef du

département de la défense, de la protection de la population et du sport.

Ce document contient nombre de considérations passionnantes et pertinentes, mais il réussit l'exploit d'être à la fois plat - tout est ramené au même niveau - et boursoufflé - on y parle absolument de tout.

Pourtant sur la base de ce texte, pour peu que le Conseil fédéral en ait le souhait, que le Parlement s'y intéresse vraiment, et que la gauche ne laisse pas à la droite un monopole sur les questions de défense, une vraie politique moderne de sécurité pourrait être élaborée. On peut toujours rêver.

## «Fairtrade», une trappe qui maintient les pays en développement dans le rôle de fournisseurs de matières premières

Les paradoxes d'une action conçue pour favoriser les producteurs du tiers-monde

Charlotte Robert - 19 février 2016 - URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/28970>

Dans son édition du 21 décembre dernier, [La Liberté](#) présente les producteurs de cacao au Ghana.

Elle décrit l'encadrement qu'ils reçoivent de [Coop](#) et [Max Havelaar](#) et indique le prix qu'ils touchent: «*Les transformateurs empochent 35% du prix final, le commerce de détail 44,2% et les producteurs [de cacao]... 6,6%*». L'article ne dit pas si les intermédiaires qui achètent le cacao aux paysans et l'exportent encaissent les 14,2% restant.

Le paiement octroyé grâce au label Max Havelaar aux membres d'une des coopératives décrites s'élève à cinq millions de francs pour 100'000 membres, soit un franc

par semaine et par travailleur.

Certes, pour un paysan à peine au-dessus du seuil de pauvreté - un ou deux dollars par jour selon les définitions -, un franc par semaine est toujours bon à prendre. Mais quand on voit les exigences techniques et d'organisation imposées, on se demande pourquoi les producteurs ne cherchent pas à produire une moins bonne qualité, mais en plus grande quantité. Et on ne s'étonne pas que ses enfants participent aux travaux de la ferme.

Juste avant Noël, j'ai voulu acheter du chocolat *fairtrade* aux [Magasins du monde](#). J'ai constaté qu'il était *Made in Switzerland*. Or il y a des centaines sinon des milliers de producteurs de chocolat - pas

seulement de cacao - dans les pays en développement. Et certains produisent des chocolats de première qualité, selon l'organisme [The Chocolate Garage](#) de Palo Alto.

Pourquoi n'en trouve-t-on pas en Suisse? Pourquoi Coop ou les Magasins du monde ou d'autres commerces désireux de contribuer au développement du tiers-monde n'achètent-ils pas leurs chocolats directement aux entreprises productrices? On me répondra que ces dernières ne peuvent pas assurer des livraisons régulières et en quantité suffisante. Mais en proposant leurs produits, les distributeurs contribueraient au développement de ces petites entreprises.

C'est la même chose avec le café. L'Éthiopie a décidé d'interdire l'exportation de café non torréfié avec comme objectif de garder cette valeur ajoutée dans le pays. Comment se fait-il que les Magasins du monde vendent du café éthiopien torréfié en Suisse? Ont-ils obtenu une dérogation? On me dira que le café doit se consommer rapidement après la torréfaction. Mais c'est aux circuits de distribution de s'organiser pour vendre ces produits «frais» dans les temps.

J'ai moi-même cherché à obtenir le label Max Havelaar pour des parfums à base d'essence de fleurs de café que [l'entreprise](#) du même nom produit au Costa Rica. Seule et unique condition: les cueilleuses de fleurs doivent s'organiser en coopérative. Or comme les caféiers fleurissent deux jours par an, cela me paraissait beaucoup demander à ces femmes qui doivent gagner leur vie en faisant de nombreux travaux variés.

D'autre part, la production d'un parfum implique de nombreuses étapes et de nombreuses personnes impliquées dans les mélanges, la mise en bouteille, la production des bouteilles et des emballages. Mais cela n'intéressait pas l'organisme certificateur costaricain.

[VICE News](#), un site international de reportages, aborde la querelle étatsunienne

des chocolats «*bean to bar*», du grain à la tablette. C'est un concept qui ne donne aucune garantie quant au traitement plus juste des paysans producteurs.

Selon [Make Chocolate Fair](#), une ONG basée à Berlin, les producteurs ivoiriens gagnent 0,50 dollar par jour et les Ghanéens 0,84 dollar (ces deux pays produisent les deux tiers du cacao mondial). La régulation américaine exige seulement 10% de cacao pour qu'un produit puisse porter le nom de chocolat (35% en [Suisse](#)). Et souvent le cacao est le dernier élément dans la liste des ingrédients, après toute sorte d'huiles ou graisses végétales, le sucre - encore lui - et le lait. Tout se passe donc comme si l'industrie alimentaire s'arrangeait pour utiliser le moins de cacao possible et l'acheter au plus bas prix.

Heureusement, on trouve quelques petits artisans-chocolatiers qui connaissent leurs producteurs et les paient correctement. Selon Sunita de Tourreil, du Chocolate Garage, le salaire des producteurs a un impact direct sur la qualité du produit. Un paysan correctement rémunéré accomplit les divers travaux de triage, fermentation, séchage avec beaucoup plus de soin qu'un paysan vivant au seuil de la pauvreté.

Les consommateurs devraient complètement changer d'optique et acheter du

chocolat comme nous achetons du vin, c'est-à-dire payer entre 15 et 20 francs pour une tablette de grande qualité. J'aimerais revenir sur la répartition du prix du chocolat entre producteurs et intermédiaires et fabricants de chocolat. Dans les années 70 et jusqu'au milieu des années 80, le commerce mondial du cacao faisait l'objet d'un accord qui protégeait les prix payés aux producteurs, dans l'esprit de la politique agricole européenne et suisse. Idem pour le café. La Banque mondiale et le Fonds monétaire international ont jugé que ces accords étaient contraires à la liberté du commerce et ont obtenu qu'ils soient vidés de leur objectif financier.

En outre, dans chaque pays producteur, un organisme central allait récolter le cacao, l'amener au port et l'exportait, non sans avoir négocié avec les acheteurs des primes de qualité. Au Ghana, le [Cocoa Board](#) était connu pour jouer sur les taux de change et les ventes à terme avec beaucoup de succès. Il est probablement le seul survivant des fermetures imposées par les organisations de Bretton Woods.

Les paysans sont donc laissés seuls face à des intermédiaires-commerçants qui défendent avant tout leurs intérêts. On est encore presque au stade de l'esclavage où l'on n'avait pas besoin de payer les travailleurs!

# De la croissance économique au développement humain

Remettre le PIB à sa place pour faire place à une économie de la qualité

Jean-Daniel Delley - 16 février 2016 - URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/28946>

La croissance économique telle qu'appréhendée par l'évolution du revenu national (PIB) ne dit rien de la progression du bien-être.

Limitée à l'addition de quantités produites exprimées en termes monétaires, elle ignore superbement toutes les prestations non marchandes pourtant indispensables à la vie individuelle et sociale. Elle est à la fois muette et aveugle ([DP 2111](#)).

Plutôt que la solution miracle invoquée par tous les gouvernements, elle constitue aujourd'hui un véritable problème. Comment se défaire d'une boussole si rudimentaire qu'elle n'indique pas le chemin à suivre?

Un ou deux points de croissance pour l'an prochain? Les pronostics des instituts spécialisés ne manquent pas; même les politiques se muent en augures. Pourtant ces taux, devenus comme les cours de la bourse les balises de notre quotidien, ne nous révèlent rien de l'essentiel: production de quoi, pour qui et avec quels effets? Un seul exemple parmi d'autres: la surmédication contribue à l'augmentation du PIB, mais ne reflète assurément pas une progression du bien-être.

L'essentiel, l'économiste helvétique [Bruno S. Frey](#) le

rappelle de manière très succincte: l'économie ne vise ni l'accroissement du PIB, ni le développement des exportations, ni l'augmentation des réserves d'or de la Banque nationale; elle a pour but la satisfaction et le bonheur des gens, une bonne vie.

Dès les années 1990, on a vu éclore quantité d'indicateurs alternatifs: de [l'indicateur de développement humain](#), proposé par le Programme des Nations unies pour le développement (Pnud), au tout récent [indice de progrès social](#) en passant par les propositions de la [commission Stiglitz](#). Mais aucun d'eux n'a réussi à s'imposer tant l'addiction au PIB reste forte.

Faut-il rappeler que le PIB et la comptabilité nationale apparaissent dans les années 1930 et sont alors conçus comme un indicateur de puissance - donner aux autorités des informations sur les ressources mobilisables en cas de guerre.

Il ne s'agit pas tant de se débarrasser du PIB que de le remettre à sa juste place, modeste mais utile, dans le cadre de la comptabilité nationale: partage de la valeur ajoutée, évolution de la production, indice des prix notamment. Inutile de chercher les moyens de freiner la croissance. Elle [perd](#)

tendanciellement de sa vigueur depuis plusieurs décennies. Non, le défi consiste plutôt à répondre aux [conséquences sociales et économiques](#) d'une croissance faible, voire d'une absence de croissance. C'est ce que tente l'économiste français Jean Gadrey, en proposant un [programme](#) visant à «mettre l'activité de production au service du prendre soin», le «care» anglo-saxon.

A l'économie de croissance, qui se nourrit de l'augmentation de la production et de la consommation ainsi que de l'exploitation de la nature et du travail, doit se substituer une économie de la qualité. Qualité des processus de production, économes en matières premières et en énergie et respectueux de l'environnement naturel. Qualité des conditions de travail ensuite, que la course à la productivité ne cesse de détériorer. Qualité des produits enfin, en termes de sécurité et de durabilité. C'est à l'aune de la qualité que se mesurera la prospérité et non à celle de la valeur monétaire des quantités produites.

Cette économie post-croissance ne signifie en rien une stagnation, bien au contraire. Elle implique de trouver des réponses aux problèmes que la croissance quantitative est bien en peine de résoudre: le chômage et la répartition trop

inéquitable de la richesse produite, par exemple. Dans cette perspective, la diminution du temps de travail et l'instauration d'un revenu de base indépendant de l'activité

rémunérée ne relèvent plus de l'utopie.

Mais surtout la réflexion sur les modalités d'une telle transition

pourrait être l'occasion d'un débat démocratique sur le futur auquel nous aspirons, un futur que la poursuite d'une croissance aveugle nous empêche de façonner.

Ce magazine est publié par [Domaine Public](#), Lausanne (Suisse). Il est aussi disponible en édition eBook pour Kindle (ou autres liseuses) et applications pour tablette, smartphone ou ordinateur.

La reproduction de chaque article est non seulement autorisée, mais encouragée pour autant que soient respectées les conditions de notre [licence CC](#): publication intégrale et lien cliquable vers la source ou indication complète de l'URL de l'article.

Abonnez-vous gratuitement sur [domainepublic.ch](#) pour recevoir l'édition PDF de DP à chaque parution. Faites connaître DP - le magazine PDF à imprimer, l'eBook et le site - autour de vous! Vous pouvez aussi soutenir DP par un [don](#).

## Index des liens

### **Régulation bancaire: le combat d'arrière-garde des banquiers**

<https://www.sif.admin.ch/sif/fr/home/dokumentation/medienmitteilungen/medienmitteilungen.msg-i-60139.html>

<http://www.swissbanking.org/fr/home/standpunkte-link/medien/stellungnahme-20160212.htm>

<http://www.nzz.ch/meinung/debatte/ungenugende-eigenkapitalquoten-1.18649471>

### **Politique de sécurité: qualité suisse, opacité fédérale**

<http://www.vbs.admin.ch/internet/vbs/fr/home/themen/security/sipol-berichte/sipol15/dokumente.parsys.17181.downloadList.72118.DownloadFile.tmp/20151026sipolbentwurff.pdf>

[https://fr.wikipedia.org/wiki/Organisation\\_pour\\_la\\_s%C3%A9curit%C3%A9\\_et\\_la\\_coop%C3%A9ration\\_en\\_Europe](https://fr.wikipedia.org/wiki/Organisation_pour_la_s%C3%A9curit%C3%A9_et_la_coop%C3%A9ration_en_Europe)

[https://fr.wikipedia.org/wiki/Kosovo\\_Force](https://fr.wikipedia.org/wiki/Kosovo_Force)

### **«Fairtrade», une trappe qui maintient les pays en développement dans le rôle de fournisseurs de matières premières**

<http://www.laliberte.ch/news/suisse/sur-les-traces-du-chocolat-equitable-318863#.VsdGuSDJznA>

<http://www.coop.ch/pb/site/common2/node/82006758/Lfr/index.html>

<http://www.maxhavelaar.ch/fr/fairtrade/fairtrade/>

<http://www.mdm.ch/>

<http://thechocolategarage.com/makers.html>

<http://fleurdecafe.com/fr/francais.aspx>

<https://news.vice.com/article/slave-labor-the-mast-brothers-and-the-looming-crisis-of-cheap-chocolate-1>

<http://fr.makechocolatefair.org/materiel>

<https://www.admin.ch/opc/fr/classified-compilation/20050172/index.html#app6>

<https://www.cocobod.gh/>

## **De la croissance économique au développement humain**

<http://www.domainepublic.ch/articles/28866>

<http://www.wiwiss.fu-berlin.de/fachbereich/vwl/wirtschaftspolitik/frey.html>

<http://hdr.undp.org/sites/default/files/hdr14-report-fr.pdf>

<http://www.socialprogressimperative.org/data/spi>

[http://www.insee.fr/fr/publications-et-services/default.asp?page=dossiers\\_web/stiglitz/performance\\_eco.htm](http://www.insee.fr/fr/publications-et-services/default.asp?page=dossiers_web/stiglitz/performance_eco.htm)

<http://alternatives-economiques.fr/blogs/gadrey/2012/10/14/robert-gordon-et-la-fin-de-la-croissance-stimulant-mais-partiel/>

<http://www.rat-kontrapunkt.ch/wirtschaft/individuelle-texte-wirtschaft/wirtschafts-und-gesellschaftspolitik-jenseits-der-wachstumsideologie/>

<http://alternatives-economiques.fr/blogs/gadrey/2014/02/25/comment-penser-une-%C2%AB-prosperite-sans-croissance-%C2%BB/>